



GETTY IMAGES

Le premier dictateur de l'UE ?

Que se passe-t-il dans la Hongrie de Viktor Orbán ? Nous nous sommes entretenus avec l'un de ses plus grands détracteurs pour le savoir.

- Mihailo S. Zekic
- [10/07/2025](#)

Comment meurt une société libre ? Avec des épreuves comme les confinements de la COVID-19 et les élections contestées après coup, nombreux sont ceux qui ont peur d'apprendre la réponse à cette question. Mais pour la nation hongroise, il ne s'agit pas d'une question hypothétique — la réponse se joue en temps réel.

Le Premier ministre Viktor Orbán l'a admis dans un discours prononcé en 2014 : « [L]e nouvel État que nous construisons en Hongrie est un État illibéral, un État non libéral. Il ne rejette pas les principes fondamentaux du libéralisme tels que la liberté, et je pourrais en citer d'autres, mais il ne fait pas de cette idéologie l'élément central de l'organisation de l'État, mais intègre une approche différente, particulière, nationale. »

Sa déclaration a suscité de nombreuses inquiétudes quant au « nouvel État » qu'il était en train de construire. Plus de dix ans après, M. Orbán est toujours à la tête de la Hongrie et nous pouvons voir ce qu'il voulait dire. En juin, la *Trompette* s'est entretenue avec Csaba Lukács, fondateur et rédacteur en chef du journal Magyar Hang, sur la situation des médias d'opposition dans le pays. Vous trouverez ci-dessous des extraits de notre discussion, édités pour plus de fluidité et de clarté :

Comment les conditions dans lesquelles évoluent les médias ont-elles changé depuis l'arrivée au pouvoir d'Orbán en 2010 ?

Csaba Lukács

Il y a dix ou quinze ans, si nous envoyions un journaliste dans les campagnes hongroises, il était vraiment facile d'atteindre les personnes à interviewer, et elles étaient heureuses de partager leurs problèmes. Aujourd'hui, si nous allons à la campagne et que nous voulons interviewer un directeur d'école ou un médecin, on nous demande : « Avez-vous l'autorisation du ministère de l'Intérieur ? » En Hongrie, nous n'avons plus de ministère de la Culture, de l'Éducation ni de la Santé. Tous ces services dépendent du ministère de l'Intérieur, et les journalistes doivent obtenir une autorisation du ministre. Même les prêtres locaux sont interrogés : « Avez-vous l'autorisation de l'évêque ? » Ils ont peur d'être punis s'ils disent quelque chose qui ne correspond pas à la propagande gouvernementale. Il est donc presque impossible d'obtenir des informations.

Nous avons discuté des méthodes utilisées par le gouvernement Orbán pour faire pression sur les médias et la société.

Le parti au pouvoir a créé une nouvelle fondation. Il s'agit de la Central European Media Foundation, qui a racheté ou accaparé plus de 500 médias : chaînes de télévision, stations de radio, portails Internet, journaux imprimés, quotidiens de campagne, toutes sortes de médias, et qui diffuse de la propagande gouvernementale pure et simple. ...

Nous vivons en Hongrie depuis plus de 10 ans dans une situation d'urgence. Ils prolongent cette situation d'urgence d'année en année. Ils ont commencé par la migration. Plus tard, il s'agissait d'une urgence COVID. Aujourd'hui, il s'agit d'une situation d'urgence en raison de la guerre qui sévit dans notre pays voisin, l'Ukraine. Nous vivons donc dans une situation d'urgence permanente, qui permet au gouvernement de diriger sans l'autorisation du Parlement. Ils peuvent édicter des décrets gouvernementaux. Il n'y a pas de débat au Parlement... Ils peuvent également restreindre le travail des journalistes.

La semaine où nous nous sommes entretenus, le gouvernement débattait d'une loi qui aurait radicalement modifié la liberté d'expression dans le pays.

Lukács Il y a une question désormais urgente qui pourrait tout changer. Un lundi soir de mai, deux minutes avant minuit, un député du parti au pouvoir, Fidesz, a soumis un projet de loi sur la transparence au Parlement hongrois, qui a été rapidement débattu et devrait être adopté demain [10 juin]. Le vote a été inopinément reporté à l'automne. Personne ne sait pourquoi, mais la menace existe. Dans ce projet de loi, tous les médias, toutes les cyberorganisations et toutes les entreprises peuvent être sanctionnés s'ils diffusent de la « propagande pro-ukrainienne ». Chaque société de médias peut être punie si elle « menace la souveraineté nationale hongroise ». Mais il n'est pas précisé ce que cela signifie exactement... Ce bureau établira une liste des organisations qui vont à l'encontre de la souveraineté nationale. Ils décident donc qui est un ennemi et qui ne l'est pas. Les organisations figurant sur cette liste ne seront pas autorisées à recevoir d'argent de l'étranger, ce qui signifie que tout notre budget publicitaire sur YouTube ira ... Si quelqu'un souhaite souscrire un abonnement depuis l'étranger, ce serait totalement illégal. Si nous recevions ne serait-ce que des fonds de l'UE, ce serait illégal ... Si ce projet de loi est adopté, cela pourrait sonner le glas des médias indépendants en Hongrie ...

La *Trompette* prédit depuis plus de 35 ans que l'Europe deviendra plus dictatoriale et se transformera en une superpuissance de dix nations (notre livre gratuit *Le Saint Empire romain selon la prophétie* l'explique en détail). Dans un article de juillet 2020, le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, a écrit à propos de Viktor Orbán : « Il est presque certain que la Hongrie fera partie de la future superpuissance européenne de dix nations ... Les dirigeants européens se comportent de plus en plus comme des dictateurs et s'arrogent des pouvoirs dictatoriaux. Les peuples d'Europe sont conditionnés pour accepter des dirigeants plus tyranniques ».

Ces déclarations ont pris vie lors de notre entretien. Continuez à surveiller la Hongrie et d'autres nations européennes qui favorisent l'autoritarisme au détriment de la démocratie, tant à l'intérieur de leurs frontières que dans l'ensemble de l'Europe.